



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Eric PENSO, Christophe COUR.

Transports et Mobilité - Tramway Extension Ligne 1 - Convention de superposition d'affectations de gestion et d'entretien du Parvis Ouest de la gare Montpellier Sud de France entre Montpellier Méditerranée Métropole et SNCF Réseau - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

La nouvelle Gare Montpellier Sud de France a été conçue pour s'insérer dans un environnement urbain, économique et naturel intégré dans le cadre d'une extension urbaine de dimension métropolitaine : le quartier Cambacérès. La gare est configurée « en pont » au-dessus du plan de voies du Contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier (CNM).

Elle bénéficie d'ouvrages de franchissement, des deux grandes infrastructures nouvelles, dont les investissements respectifs ont été financés à parité par l'Etat et par Montpellier Méditerranée Métropole :

- l'ouvrage de franchissement du plan de voies du CNM, formant le parvis public ouest de la gare, à partir de l'entrée haute du hall voyageurs,
- lui-même prolongé par l'ouvrage de franchissement de l'A9, permettant de relier la gare à Montpellier à travers le quartier Cambacérès.

Ces deux ouvrages s'inscrivent en continuité de l'axe du futur cours de la gare qui irrigue le quartier Cambacérès du nord vers le sud, à partir d'un franchissement de l'autoroute A709 pour former une continuité d'espaces publics jusqu'à la gare.

Ce dernier franchissement doit être réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du prolongement de la ligne 1 du tramway qui doit relier son terminus actuel Odysseum à la gare Montpellier Sud de France.

Ainsi, le parvis ouest de la gare, propriété de SNCF Réseau tout comme la gare qui a été édifée sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau, doit accueillir les modes actifs (piétons, vélos, poussettes, fauteuils roulants...) et le tramway.

Dans ce contexte, une convention doit être conclue afin de définir les modalités de superposition d'affectations, de gestion et d'entretien du parvis ouest de la Gare Montpellier Sud de France, appartenant à SNCF réseau, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

Elle permet également d'asseoir la coexistence sur un même site de plusieurs affectations publiques ; à l'affectation ferroviaire existante sur le site, se superpose l'affectation urbaine liée à la circulation publique et au terminus du tramway. Aussi, les aménagements réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole seront utilisés indistinctement par les usagers, quel que soit l'objet de l'usage : Transport ferroviaire, transport public, circulation publique piétonne ou cyclable notamment.

Enfin, elle permettra de définir le principe de la mise en œuvre de l'organisation des futurs travaux de la ligne de tramway sur cet ouvrage en application de l'article L.2123-7 du Code général de la propriété des personnes publiques.

La convention devra être conclue pour la durée de la double affectation et tant que l'affectation urbaine ne sera pas incompatible avec l'affectation ferroviaire. Elle entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Cette superposition d'affectations est établie moyennant une indemnité de 2 852 € HT, payable par Montpellier Méditerranée Métropole en une fois à la signature de la présente convention représentant les dépenses de mise en place de ladite convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Convention de superposition d'affectations de gestion et d'entretien du parvis ouest de la gare Montpellier Sud de France avec SNCF Réseau ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23 ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-67414A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.